

En 2009, l'économie corse en crise mais pas en récession

L'économie corse, qui avait jusqu'alors résisté à la crise internationale, en a durement ressenti les effets en 2009. La quasi-totalité des secteurs d'activité ont été touchés par le ralentissement économique. En particulier, la construction a été stoppée brutalement dans son élan et n'a quasiment pas contribué à la croissance. L'économie insulaire a fléchi continument tout au long de l'année 2009 et n'a finalement échappé à la récession qu'à la faveur d'un bilan touristique encore très favorable. Les signaux économiques récents ne permettent pas d'anticiper une reprise à très court terme. Au début de 2010, la conjoncture régionale devrait néanmoins se stabiliser. Ce mouvement est pour l'heure insuffisant pour stopper le chômage qui continue de progresser au 1^{er} trimestre de 2010.

Les effets de la crise sur l'économie corse ont été à la fois différés et amortis. Jusqu'en 2009, alors que toutes les régions s'enfonçaient dans la récession, l'essoufflement de l'activité sur l'île était à peine perceptible. L'économie insulaire, essentiellement tournée vers la demande locale, était en effet relativement protégée de l'onde de choc de la récession. Mais, au cours de 2009, la situation économique s'est sensiblement dégradée sur l'île. Le retournement de la dynamique des revenus a pesé sur la consommation et l'investissement des ménages. Cette contraction de la demande a pesé sur l'activité économique et les créations d'emplois se sont nettement taries. Sur l'ensemble de 2009, à peine quelques dizaines d'emplois nouveaux ont été créés. L'économie insulaire est ainsi restée en décalage avec la conjoncture nationale qui dans le même temps commençait à se stabiliser. A l'exception de l'industrie, aucun secteur d'activité n'a échappé au ralentissement économique, pas même la construction pourtant jusqu'alors extrêmement porteuse. Les deux départements insulaires n'ont pas été uniformément impactés par la crise en 2009, la Haute-Corse ayant beaucoup mieux résisté que la Corse-du-Sud.

La construction sans ressort

La construction avait été en 2008 le principal bouclier de l'économie corse face à la crise

internationale. Mais en quelques mois, sa résistance s'est largement fissurée. Ainsi, l'activité du BTP a souffert en 2009 du recul brutal de ses débouchés. Dans un contexte conjoncturel dégradé, certains promoteurs et investisseurs ont en effet différé leurs projets immobiliers. En particulier, l'habitat collectif, qui dynamisait à lui seul l'ensemble du secteur depuis plus de dix ans, a subi un violent coup d'arrêt. Seulement 2 300 logements collectifs ont été autorisés en 2009, soit une baisse de 40 % en un an.

L'activité touristique résiste

A l'inverse, l'économie insulaire a encore pu compter sur une bonne saison touristique. En 2009, plus de 7,8 millions de passagers ont transité dans les ports et aéroports de Corse établissant une nouvelle marque de référence. Le trafic maritime de passagers reste très bien orienté, tant par ses lignes régulières (+ 6 %) que par les croisiéristes en escale (+ 11 %). Le transport aérien est à peine moins dynamique (+ 5 %) et bénéficie surtout de la montée en puissance des compagnies Low Cost. L'afflux de passagers vers la Corse traduit la propension des ménages à privilégier en temps de crise une destination de proximité. Ainsi, la fréquentation des hôtels et campings, dopée par les touristes français, a augmenté de 6 %. Dans un contexte d'affaiblissement de leur revenu, les ménages ont davantage opté pour les formes d'hébergement les moins

onéreuses. Ainsi, les campings et les hôtels de catégorie inférieure ont enregistré une forte poussée de fréquentation tandis que l'hôtellerie haut de gamme perdait de la clientèle.

Très peu de créations d'emplois

Soutenue par le tourisme mais abandonnée par la construction, la dynamique d'emploi a sévèrement fléchi en 2009, tout particulièrement en deuxième partie d'année. Au total, l'emploi salarié marchand augmente à peine sur l'ensemble de 2009. Ce bilan, certes morose, est cependant beaucoup moins défavorable que partout ailleurs sur le continent où, dans le même temps, se détruisait massivement de l'emploi.

Pour la première fois depuis une quinzaine d'années, le BTP n'a pas contribué à la création d'emplois. En seulement un an, l'emploi dans la construction est passé d'un rythme de croissance proche de 6 % à une complète stagnation. Ce mouvement récessif a été très durement ressenti en Corse-du-Sud. Il a entraîné dans son sillage le secteur immobilier mais aussi certaines activités de services aux entreprises. A l'inverse, le tourisme est resté un puissant moteur de créations d'emplois dans l'hébergement et la restauration. La demande touristique a en revanche eu peu d'effet sur les embauches dans le commerce. Enfin, l'industrie insulaire est restée en complet décalage conjoncturel par rapport au continent. Soutenue

par l'agroalimentaire, l'industrie a créé une centaine de postes, phénomène unique en France.

Le chômage en forte progression

La situation de l'emploi est moins défavorable qu'ailleurs en France mais elle n'a pas suffi à juguler le chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi n'a cessé d'accélérer tout au long de 2009. Le taux de chômage régional atteint 9,1 % au quatrième trimestre, soit 1,3 point de plus en un an. La dégradation du marché du travail a été nettement plus marquée en Corse-du-Sud annihilant complètement l'écart de chômage entre les départements. En ligne avec l'affaiblissement de l'emploi, les revenus salariaux ont marqué le pas en 2009. En outre, la revalorisation du SMIC a été limitée à 1,3 %. Le pouvoir d'achat des ménages a néanmoins bénéficié de la tendance désinflationniste. En moyenne sur 2009, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,1 %.

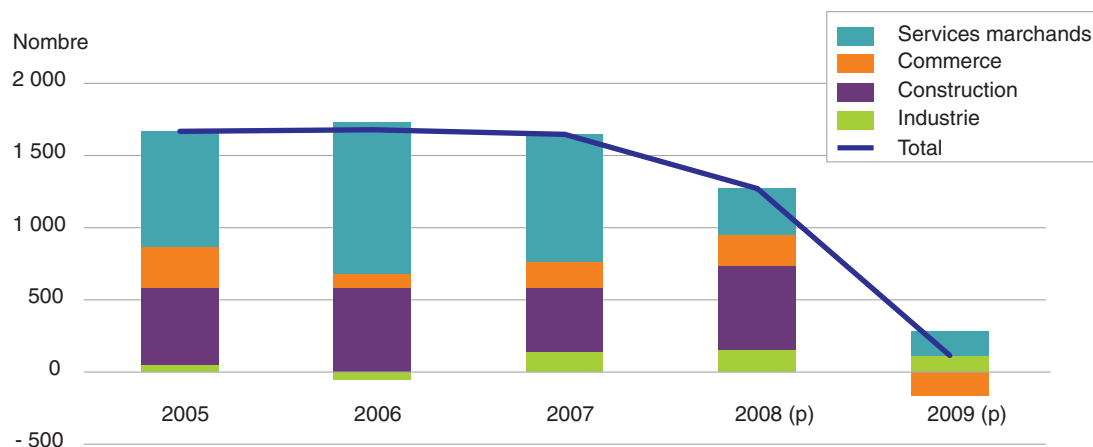
Alexandre GAUTIER

Pour en savoir plus

« La Corse résiste mieux à la crise que les autres régions françaises » - Quant'île n° 11 - juin 2010.

Très peu d'emplois créés en 2009

Evolution des créations d'emplois salariés marchands par secteur d'activité en Corse



Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi.

Stabilisation de la conjoncture au début de 2010

Contrairement au reste du territoire national, l'économie insulaire n'a pas enregistré les premiers signes de convalescence à la fin de 2009. Les signaux économiques n'augurent pas une sortie de crise immédiate. Néanmoins, l'activité devrait se stabiliser au cours de l'année 2010. La décélération du revenu des ménages, très marquée en 2009, semble enrayée au premier trimestre de 2010. La progression de ce revenu, certes modérée, suffirait néanmoins à assurer une certaine résistance à la consommation. En outre, dans un contexte d'assouplissement des conditions de financement, l'investissement devrait progressivement redémarrer. En particulier, l'investissement en logements des ménages pourrait rebondir après une année 2009 extrêmement sombre. A l'inverse, les perspectives de demandes adressées aux entreprises sont encore très fragiles.

Regain d'activité dans la construction

Ce contexte devrait permettre une normalisation du marché immobilier. L'activité du BTP, durement frappée en 2009, semble se stabiliser au début de 2010. En particulier, la construction de logements repart après le trou d'air de l'année passée. De janvier à avril, 2 430 permis de construire ont été délivrés en 2010 contre 1 550 en 2009. Pour autant, le secteur du BTP ne renoue pas avec ses performances d'avant-crise et ses embauches en ce début d'année demeurent limitées.

Les services confrontés à une demande modérée

Les effets de la crise sur les services marchands devraient progressivement s'amortir au cours de

2010. Les activités touristiques seront certes pénalisées par le ralentissement du pouvoir d'achat des ménages

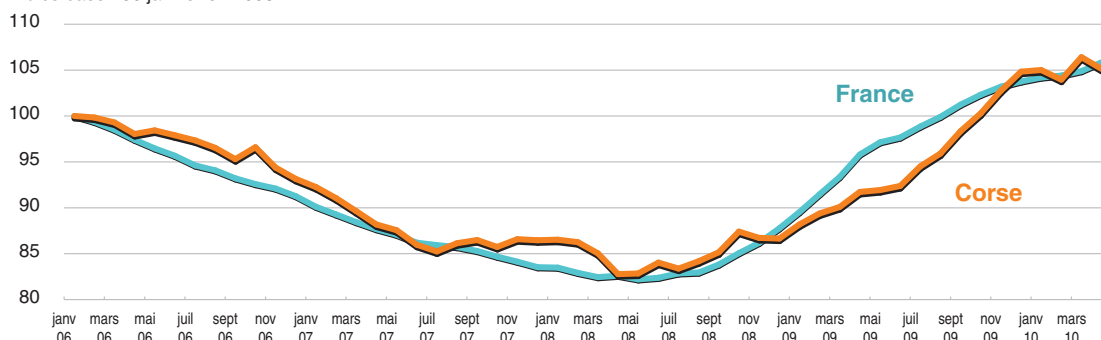
européens. Néanmoins, comme en 2009, la Corse pourrait figurer parmi les valeurs refuges du tourisme national et, à ce titre, résister mieux qu'ailleurs au repli généralisé de la fréquentation touristique. En ce début d'année, le transport de passagers reste d'ailleurs bien orienté. De janvier à avril, les trafics aériens et maritimes de passagers ont progressé de 3 % malgré un mois d'avril perturbé par le volcan islandais. Les autres services marchands ne bénéficieraient pas d'un tel soutien de la demande. En particulier, celle des entreprises, encore peu favorable, peinerait à dynamiser les activités de services qui leur sont destinées.

Chômage encore en hausse

Au total, l'emploi ne devrait pas rebondir à très court terme. L'entrée en 2010 marquerait plutôt une stabilisation de l'emploi succédant au brutal ralentissement enregistré tout au long de 2009. Au premier trimestre de 2010, l'économie insulaire n'a pas détruit d'emploi comme au niveau national mais n'en a créé qu'un faible nombre. Cette dynamique permet d'enrayer la progression du chômage mais elle demeure insuffisante pour la stopper. Au premier trimestre, le taux de chômage en Corse s'est encore accru de 0,2 point pour s'établir à 9,3 %. Il reste cependant légèrement inférieur à la moyenne nationale.

Deux années de dégradation continue du marché du travail

Evolution des demandeurs d'emploi de catégories A,B,C (données corrigées des variations saisonnières)
Indice base 100 janvier en 2006



Source : Direccte de Corse/Pôle Emploi.

Contexte national et international 2009 : une année noire

En 2009, toutes les économies avancées ont enregistré une profonde récession. Leur activité s'est repliée de 3,5 %. Toutefois, si la récession a été globale, sa sévérité a varié selon les pays : la baisse de l'activité a été limitée à 2,2 % en France et à 2,4 % aux États-Unis ; elle a atteint environ 5 % en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni et au Japon.

Sursaut de la demande extérieure

En cours d'année, le dynamisme retrouvé des pays émergents, en particulier la Chine, a soutenu les échanges internationaux. Cette reprise du commerce mondial, conjuguée aux effets des plans de relance nationaux et à l'action des banques centrales, a permis aux économies avancées de sortir de la récession. Cependant, ce rebond est à relativiser : la demande intérieure reste peu dynamique. Surtout, cette reprise de l'activité a été d'une ampleur limitée par rapport au plongeon enregistré au tournant de 2009. Dans la zone euro, l'activité est en quasi-stagnation à la fin de 2009.

Contraction brutale de la production

En France, la production de biens et services affiche un recul d'une ampleur exceptionnelle : - 3,1 %. Aucune branche n'est épargnée. En particulier, la production manufacturière est en repli de 10,5 % après avoir déjà reculé en 2008. L'activité a été pénalisée par la faiblesse de la demande intérieure. Pourtant, le pouvoir d'achat des ménages est resté bien orienté. Il a bénéficié des effets du plan de relance et surtout de la très faible inflation, qui ont compensé la stagnation des revenus d'activité. Mais la consommation a faiblement augmenté en 2009 (+ 0,8 %), les ménages ayant développé un comportement d'épargne de précaution, comme il est de coutume en temps de crise. L'activité économique n'a pas non plus été soutenue par l'investissement. Celui-ci recule de 6,9 % en 2009. Les entreprises ont réduit drastiquement leur effort d'investissement. En effet, leurs perspectives

demeuraient sombres et leurs capacités productives toujours sous-exploitées.

Des pertes d'emplois d'une ampleur exceptionnelle

Dans ce contexte, le marché du travail s'est fortement dégradé. Sur l'ensemble de l'année 2009, près de 360 000 postes ont été supprimés dans le secteur marchand. La moitié de ces destructions d'emplois concernent l'industrie. Au second semestre de 2009, l'emploi marchand a toutefois baissé moins fortement qu'au premier grâce à l'amélioration de la conjoncture. En conséquence, le taux de chômage a continuellement progressé en cours d'année. Il s'établit au quatrième trimestre à 9,5 %, le plus haut niveau depuis exactement dix ans.

Une reprise hésitante en 2010

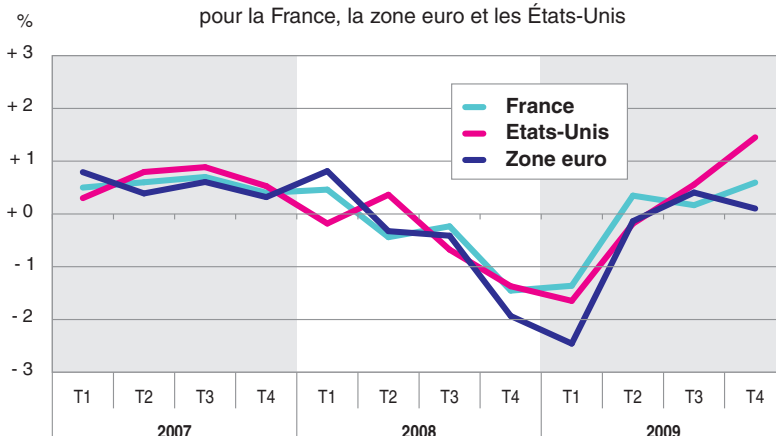
Au début de 2010, la reprise resterait hésitante et la croissance économique modérée. Au premier semestre, les entreprises relanceraient quelque peu leurs projets d'investissement mis à mal par la crise, en s'appuyant sur l'amélioration progressive de leurs débouchés et de leurs conditions de financement. En revanche, la consommation des ménages stagnerait. Elle serait fragilisée par la faiblesse du pouvoir d'achat et le contrecoup de la prime à la casse. Le rythme des destructions d'emplois devrait encore faiblir dans les mois qui viennent. La hausse du chômage s'atténuerait ainsi sensiblement à l'horizon de la mi-2010.

Pour en savoir plus

Une demande sans tonus en Europe -
Note de conjoncture de l'Insee - mars 2010.

La récession un peu moins sévère en France que chez ses partenaires

Taux de croissance trimestriel du PIB
pour la France, la zone euro et les États-Unis



Source : OCDE, Insee - Comptes nationaux trimestriels - Données CJO-CVS.